

Pascal Canfin

Peut-on faire l'économie de l'environnement ?

Présentation du numéro

Quatre siècles de capitalisme, et l'industrialisation d'un quart de la population mondiale ont conduit la planète vers sa plus grave crise environnementale : pour vivre comme un habitant des pays « riches » membres de l'OCDE qui symbolisent la réussite économique, il faudrait quatre Terres. Notre mode de vie « occidental » n'est donc pas généralisable. Or c'est bien lui qui attire les deux milliards de Chinois et d'Indiens en train de rejoindre le marché mondial du travail et de la consommation.

À cause du changement climatique et de la raréfaction des énergies fossiles, nous devons changer complètement nos modes de production et de consommation et négocier notre mode de vie. Cette négociation se fera à l'échelle nationale selon des compromis propres à chaque société. L'enjeu de l'emploi et la capacité des mouvements sociaux et environnementalistes à élaborer des solutions communes y seront déterminants. La négociation se jouera également au niveau international en fonction des rapports de force géopolitiques. Face à l'affirmation clé de l'administration Bush selon laquelle « le mode de vie des Américains n'est pas négociable », il faudra bien, sauf à s'en remettre à la pédagogie des catastrophes, trouver les voies de la construction d'un consensus international qui répartisse équitablement les efforts à fournir.

Changer les indicateurs de richesse

Pour y parvenir, il sera sans doute nécessaire de changer notre vision de l'économie. Au minimum en modifiant les indicateurs pour mesurer la richesse. L'économie monétaire mesurée par le produit intérieur brut (PIB) fournit un équivalent général qui permet de comparer entre elles les sociétés et les actions humaines. Or, parce que l'économie se veut la

science des valeurs ajoutées et donc des flux de production, elle n'a jamais vraiment su comment prendre en compte le patrimoine naturel et lui donner une valeur. Dans ce numéro, Denis Clerc montre d'ailleurs les difficultés historiques des économistes et des écologistes à se comprendre depuis le XVIII^e siècle. Aujourd'hui, des indicateurs comme le PIB vert émergent pour tenter de donner une vision plus juste de la « richesse » en intégrant les dégâts qu'elle provoque sur l'environnement. Mais la monétarisation de l'environnement et du social pose de redoutables problèmes. Pour les surmonter, Jean Gadrey propose de raisonner non sur des prix de marché mais sur des « prix politiques » issus notamment de conférences de citoyens. Bernard Guibert plaide, lui, pour l'empreinte écologique qui, malgré ses lacunes méthodologiques, repose sur « une démarche théorique préalable épistémologiquement conséquente ».

Décroissance, utopie ou impasse

Changer notre vision de l'économie, c'est aussi poser la question de la décroissance. L'économie capitaliste de marché repose sur la croyance en la croissance illimitée et l'ignorance de la contrainte environnementale fait partie des fondamentaux de notre modernité. En cela, elle est fille du projet cartésien qui entend faire de l'homme « le maître et possesseur de la Nature ». Pour Serge Latouche, une économie capitaliste respectueuse de l'environnement est impossible et il faut s'appuyer sur les inéluctables catastrophes à venir pour changer notre imaginaire. Mais pour le moment, la question de la transition d'une société de croissance à une société de décroissance reste largement sans réponse. Guillaume Duval pointe de son côté le risque de refaire avec la décroissance face à l'urgence écologique, ce que le léninisme a fait face à l'urgence sociale, c'est-à-dire sacrifier la démocratie. Mais si le développement durable est une voie médiane, encore faut-il lui donner du contenu pour qu'il ne perde pas sa force de transformation et ne soit pas totalement récupéré par le capitalisme financier.

Politiques publiques et sociétés civiles

Ces débats, essentiels pour l'écologie politique, structurent la façon dont les politiques publiques, nationales et internationales, peuvent (et doivent) réguler l'économie. Depuis trois décennies, des économistes ont fondé une nouvelle discipline, l'économie de l'environnement, qui fournit, selon Gilles Rotillon, « un espace de négociation rationnel » pour aider les décideurs politiques à faire les choix des outils de régulation comme les pollutaxes, les quotas, les normes ou les infrastructures.

Un de ces outils, les marchés de permis négociables, est en place depuis plus d'un an en Europe dans le cadre du processus de Kyoto. Et le parti travailliste britannique envisage d'instaurer pour les particuliers des crédits individuels de CO₂ qui s'échangeraient sur un marché national. Maxence Layet présente la logique de cette initiative de lutte contre le changement climatique unique au monde. L'Union européenne est d'ailleurs au cœur de la négociation internationale qui doit définir les nouvelles règles du régime de lutte contre le changement climatique après 2012. Morgan Créach en dresse les grands enjeux en montrant que pour s'appliquer en 2012, ces nouvelles règles devront être finalisées dès la fin 2008, soit demain. Plus largement, pour Alain Lipietz, l'Union européenne est au centre-gauche de la vie politique mondiale sur les quatre grandes négociations internationales où se jouent les compromis entre économie et environnement, soit la Convention sur la biodiversité, le Protocole de Kyoto, les rounds de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et l'annulation de la dette publique des pays du Sud. Sur ces enjeux, la Chine joue un rôle croissant. La situation environnementale y est catastrophique. Elizabeth Economy, rappelle que la Chine compte 16 des 20 villes les plus polluées du monde et montre que les arbitrages entre croissance économique et protection de l'environnement évoluent petit à petit grâce, notamment, à l'action d'une société civile émergente.

Société civile dont le rôle est incontournable pour peser sur les politiques publiques et les grandes entreprises. Ludovic Bu montre l'action des différents lobbies, industriels, syndicaux et environnementaliste pour influencer le contenu du règlement européen Reach sur les substances toxiques. Jean-Pierre Berlan cherche à mobiliser les agriculteurs contre les variétés clonées proposées, avant d'être imposées, par Monsanto et consorts. Pour peser sur les multinationales, la société civile a besoin d'outils. Avec les rapports développement durable, analysés par Blaise Desbordes et Yves Cochet, elle en dispose d'un, encore imparfait, mais dont elle se sert finalement très peu. Parmi les acteurs de la société civile, les consommateurs ont certainement un rôle important à jouer, car aucune entreprise ne peut réaliser des profits sans que ces produits ne soient achetés. Cette « faiblesse démocratique » du capitalisme, comme l'appelle dans son article l'auteur de ces lignes, n'est toutefois pas un levier suffisant pour créer les conditions d'un « marché responsable ». Celui-ci passe également par le développement de l'économie sociale et solidaire. Largement absente de la production de biens économiques à fort impact environnemental, cette économie commence à investir les champs de la mobilité douce et de l'énergie.

Éric Larpin présente l'initiative de la société coopérative d'intérêt collectif Énercoop, qui rassemble des consommateurs, des producteurs d'énergies renouvelables et des ONG pour produire et consommer de l'énergie verte.

Quelles alliances entre forces sociales et écologistes ?

La modification de notre mode de vie ne pourra se faire dans un cadre démocratique que par l'adoption de politiques publiques soutenues par la majorité de la population. Seule une alliance entre forces sociales et écologistes peut y parvenir. À condition de dépasser les oppositions sur la question de l'emploi et de la place du travail, et de trouver des compromis sur la façon de gérer l'impact social de la crise environnementale. Éva Sas met en évidence, au contraire, que développer les énergies renouvelables, l'agriculture biologique ou les mobilités douces, etc. peut contribuer à la lutte contre le chômage. Dans un entretien croisé, Fabrice Flipo, des Amis de la Terre, et Bernard Saincy, de la CGT, s'accordent sur la nécessité de trouver des compromis, mais ne peuvent que constater leur désaccord sur la place du travail dans la société, la relocalisation de l'économie et le nucléaire.

Ce numéro nous aura conduits sur les chemins à pratiquer pour réorienter radicalement nos modes de production en respectant les exigences démocratiques, des expériences locales aux négociations internationales sur le changement climatique. Ces voies se situent quelque part entre une décroissance qui reste encore largement incantatoire en termes de changement de société et de modèle d'organisation sociale et le simple pari que l'économie capitaliste de marché digèrera la nouvelle contrainte environnementale et la transformera en une nouvelle source de valorisation du capital. Il s'agit bien d'inventer les politiques radicales qui ne perdent pas de vue les impératifs globaux (réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre, décroissance de l'empreinte écologique...), tout en s'attachant à trouver les compromis sociaux qui façonneront les évolutions pacifiques vers un nouveau mode de vivre ensemble.